

Titre	Nom	Prénom	
Professeur de droit privé	<u>FIN-LANGER</u>	<u>Laurence</u>	
		Homme	X Femme
Établissement/Département	Université de Caen Normandie		
Position/Grade/Catégorie			
Doctorat	X Oui Non	Habilité à diriger une thèse de doctorat	X Oui Non
Adresse	Esplanade de la paix- CS 14032, 14032 Caen cedex 05		
Code Postal	14032	Ville	Caen
Pays	FRANCE		
Téléphone 1		Téléphone 2	
Fax		Site Internet	
Courrier électronique	laurence.fin-langer@unicaen.fr		
PARCOURS UNIVERSITAIRE			
<p>2015 Agrégé des Facultés de Droit 2001/2015 Maître de conférences, Université de Caen Habilitation à diriger des recherches 2000 Doctorat en droit, thèse consacrée à " L'équilibre contractuel", ss dir. le Professeur Catherine Thibierge, Université Orléans, mention Très honorable avec félicitations, <i>Prix de thèse du Ministère de la recherche</i>. 1998/2001 ATER, Université Orléans 1995/1998 Allocataire –moniteur, Université Orléans 1995 DEA droit économique, Université Orléans, mention Bien</p>			
EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE/ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT			
<u>Activités d'enseignement en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet</u>			
<p>-Cours magistraux : Droit du travail, Relations individuelles ; Droit des entreprises en difficulté -Séminaires : La convention européenne des droits de l'Homme et le droit social, Master 2 Libertés fondamentales -Le contrat de travail international, Master 2 droit européen et droit international -Le contentieux social, Master 2 contentieux des affaires -Droit du travail, Relations individuelles, Master 2 DJCE</p>			
<u>Formations professionnelles en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet</u>			
<ul style="list-style-type: none"> - Formation des conseillers prud'homaux, le référé prud'homal, pour l'ISSTO le 9 novembre 2022, CPH de Caen - Formation des magistrats de la Cour d'Appel de Bordeaux, « Incidences des procédures collectives sur les instances prud'homales », le 4 juin 2021 - Séminaires : Instances prud'homales et procédures collectives, DU Droit social et entreprise en difficulté, Université de Montpellier - Procédure prud'homale, formation de conseillers prud'homaux, Saint-Malo, le 15 novembre 2018 - Procédures collectives : formation pour les huissiers de justice, Université de Caen, juin 2016 - Les salariés dans les cessions d'entreprise en difficulté : formation pour Lexisnexis au profit essentiellement d'avocats, Paris, en 2010, 2011, 2012 - Droit du travail et procédures collectives : formation par l'Institut Français des Praticiens des Procédures Collectives pour les mandataires et administrateurs judiciaires, le 18 décembre 2014, Gosnay (62) ; formation pour Paris 2, à destination d'avocats, Paris, 28 novembre 2017 ; formation pour des magistrats à l'ENM, Paris (9 février 2018) 			
<u>Travaux collectifs en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet</u>			
Participation à un travail collectif entre 2016 et 2018 organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, dans la perspective de créer des textes lois, à insérer dans le Code de commerce, régissant le sort des			

salariés lorsque leur entreprise est en procédure collective. Ce travail a fait l'objet d'une publication fin 2018 par la CCI de Paris et l'OCED : « Concilier pérennité de l'activité et préservation de l'emploi ».

Responsabilité pédagogiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2019/... Codirecteur du Master 2 Droit des affaires/DJCE

2016/2019 Membre du jury d'accès au stage de mandataire judiciaire, Paris

Responsable du pôle droit des affaires au sein du centre de recherche, l'Institut Demolombe

2005/2007 Directeur du Master 2 Droit des affaires/ DJCE septembre 2005 à septembre 2007

Responsabilité scientifique en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2009/... Co-directrice de la revue *Actualité des procédures collectives*

2014/2017 Participation à la chronique de droit social à la Revue des procédures collectives

Activités scientifiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2010/... Membre de l'AJDE

PUBLICATIONS

Ouvrages

2020 *Droit du travail, 22 exercices d'application*, 1^{ère} éd., Ellipses.

2002 *L'équilibre contractuel*, LGDJ, Bibliothèque de droit privé, T. 366.

Ouvrages collectifs

2018/... *Guide pratique des procédures collectives*, coécrit avec J. Vallansan, Lexisnexis.

2012 *Difficultés des entreprises, Commentaire article par article du Livre VI du Code de commerce*, en collaboration avec J. Vallansan et P. Cagnoli, 6^{ème} édition, Litec.

Articles

2020 « Une indemnisation des salariés et des partenaires d'une entreprise en difficulté à repenser », *Mélange C. Saint-Alary Houin*, Lextenso, p. 187.

2019 "Le statut particulier des salariés", *BJED*, p. 48.

« Le contentieux social des entreprises en difficulté : bilan 2018 », *JCP S*, 1121.

2017 « L'entreprise, creuset d'intérêts, Les salariés », in *Le droit des entreprises en difficulté après 30 ans : Droit dérogatoire, précurseur ou révélateur*, PU UTC, p. 77.

« Le juge et les salariés d'une entreprise en difficultés », *Mélange J.-L. Vallens*, Ed. Joly, p. 45.

« Les ordonnances du 22 septembre 2017 et la rupture des contrats de travail dans une entreprise en difficulté », coécrit avec D. Jacotot, *Rev. proc. coll.*, étude 21.

« La cession d'une entreprise en difficulté, à la croisée des chemins », *RDT*, p. 116.

2016 « La loi Travail et le droit des procédures collectives », coécrit avec D. Jacotot, *JCP S*, 1345, et *Revue Droit des sociétés*, p. 8.

« Les salariés, objets ou sujets de la cession de l'entreprise en difficulté ? », *Rev. proc. coll.*, Dossier « 30 ans de réforme », art. 17.

2015 « La loi Macron et le droit social », coécrit avec David Jacotot, *Rev. proc. coll.*, Etudes 17.

2014 « Que reste-t-il de la loi Florange après la censure du Conseil constitutionnel ? », *Rev. proc. coll.*, étude 9

« La place de la négociation collective portant sur la rupture des contrats de travail dans les procédures collectives », *Rev. proc. coll.*, étude 11.

« La naissance d'un droit social des entreprises en difficulté ? », coécrit avec D. Jacotot, *Rev. proc. coll.*, dossier 24.

2013 « Le statut du représentant des salariés », *Rev. proc. coll.*, étude 14.

2012 « Le particularisme des instances prud'homales dans les procédures collectives », *Rev. proc. coll.*, dossier 5.

2010 « Les aspects sociaux de la cession des entreprises en difficulté », *Rev. proc. coll.*, étude 17.

2009 « L'obligation de reclassement à l'étranger », *Rev. proc. coll.*, n°3, p. 14.

Commentaires

2022 « Le sort de l'action indemnitaire des salariés contre la société mère en procédure collective », *BJS* n°2, p. 47.

« Extension de procédure après la résolution d'un plan de continuation commun », *BJS* n°1, p. 33.

« Compétence des juridictions prud'homales pour statuer sur le contentieux social d'un pre-pack cession anglais », JCP S 1024.

2021 « Sort d'une demande en paiement d'une créance salariale suite à l'ouverture d'une procédure collective ultérieure », JCP S 1308.

« Action en contestation du refus de l'AGS de garantir des créances engagée après la clôture de la liquidation », JCP S, 1246.

« Action directe du liquidateur contre l'assureur du dirigeant poursuivi pour insuffisance d'actif », BJS, p. 47.

« Recevabilité d'une action en responsabilité par le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire », BJS, p. 44.

« Reprise d'une liquidation en vue de l'exécution forcée d'une condamnation pour insuffisance d'actif », BJS, p. 51.

« Aspects de droit social », coécrit avec E. Fabriès-Lecea, in *Dispositions Covid : quelles mesures pérenniser ?*, BJED, p. 72.

2020 « Contestation désormais possible des licenciements notifiés suite à une liquidation judiciaire pour légèreté blâmable », JCP S, 3010.

« Modalités de la réparation du préjudice subi par les salariés licenciés dans une liquidation judiciaire suite à l'annulation de l'homologation du PSE », JCP S, 2056.

« Une déclaration tardive de l'état de cessation des paiements peut encore être une faute de gestion ! », BJS, p. 47.

2019 « Exclusion de la compétence du conseil des prud'hommes pour annuler une transaction déséquilibrée conclue par un salarié pendant la période suspecte », JCP S, 1217.

« Compétence du tribunal de la procédure collective et application de la règle du dessaisissement », BJS, p. 56

« Refus d'annuler une cession d'actions réalisée en présence d'un état de cessation des paiements », BJS, p. 37.

« Plan de cession partielle et action en extension de procédure », BJS, p. 40.

« La sanction des irrégularités du PSE en cas de procédure collective », JCP S, 1030.

2018 « Faillite frauduleuse et remise en cause des licenciements prononcés », JCP S 2018, 1321, JCP E, 1542

« Maintien d'un licenciement disciplinaire notifié par le cessionnaire malgré la résolution du plan de cession », JCP S 2018, 1295, JCP E, 1526.

« Remise en cause de la cause réelle et sérieuse d'un licenciement prononcé dans le cadre d'une liquidation judiciaire », BJT, p. 101.

« Garantie AGS et dissolution d'une société », JCP S, 1238.

« Intervention de l'AGS au profit des salariés travaillant à l'étranger », JCP S, 1174.

« Conséquences de l'absence de mise en cause des organes de la procédure collective et de l'employeur à une audience prud'homale », JCP S 1128.

« Les voies de recours d'un actionnaire d'une société placée en procédure collective », BJS, p. 436.

« Exclusion de garantie de l'AGS en cas de prise d'acte notifiée par le débiteur par le salarié après le jugement d'ouverture », JCP S, 1072.

« Un office important de la formation des référés : la poursuite de la relation de travail », Cah. Soc. n°304, p. 94

« Garantie de l'AGS et rupture du contrat de travail d'un salarié protégé », JCP S, 1014.

2017 « Les limites temporelles de l'action en extension pour confusion des patrimoines », BJS, p. 693.

« Le référé probatoire au service d'un contentieux en transfert d'une entreprise », JCP S, 1331.

« Quelle responsabilité pour insuffisance d'actifs en cas d'extension de procédure collective ? », BJS, p. 338.

« Refus de reconnaître le droit propre de l'AGS d'agir en reconnaissance d'un transfert des contrats de travail », JCP S, 1032.

2016 « Effets des clauses de prise en charge des droits attachés aux contrats de travail transférés prévues dans un plan de cession », JCP S, 1341.

« L'exigibilité des avances de cotisations sociales et l'ouverture d'une procédure collective », JCP S, 1324.

« Revient-il à l'administrateur ou au liquidateur de licencier les salariés en vertu d'un plan de cession ? », JCP S, 1080.

2015 « La lex fori concursus et les salariés », JCP S, 1438.

« Maintien de la compétence de la juridiction du lieu d'exécution habituelle de la prestation de travail malgré l'insolvabilité de l'employeur », JCP S, 1477.

« Consultation des représentants du personnel sur le plan de cession », JCP S, 1291.

2014 « Toutes les sociétés de droit privé doivent cotiser à l'AGS : un rappel utile », JCP S, 1417.

« Extension de la garantie de l'AGS pour les créances antérieures à un jugement de sauvegarde convertie ensuite en redressement judiciaire », JCP S, 1138.

« Vagues de licenciement : quid du PSE ? », JCP S, 1095.

« Extension de la garantie de l'AGS pour les créances antérieures à un jugement de sauvegarde converti ensuite en redressement judiciaire », JCP S, 1138.

2013 « Litige relatif au relevé des créances salariales : compétence du bureau de jugement du Conseil des prud'hommes », JCP S, 1039.

2012 « Extension de la garantie de l'AGS » : JCP S, 1153.

2011 « Quelle est l'institution de garantie des salaires compétente pour les travailleurs migrants ? », JCP S, 1581.

« Le représentant des salariés dans les procédures collectives est-il une IRP ? », JCP S, 1390.

« Litige en cours au moment de l'ouverture d'une procédure collective : convocation des organes de la procédure », JCP S, 1155.

2009 « Portée de l'annulation d'un jugement de liquidation judiciaire », JCP S, 1125.
2008 « Redressement judiciaire : portée de l'intervention du représentant des salariés », JCPS, 1617.
2003 « Nullité d'un contrat de qualification conclu par l'employeur pendant la période suspecte », JCP E, 1399.
« Application de l'article L. 122-12-1 du Code du travail : garantie de paiement des créances salariales en cas de transfert d'une entité économique » : JCP E, 68.

Fascicules

2021 « Vérification des créances salariales », J. Cl. Procédures collectives, Fasc. 2440.
2019 « L'URSSAF », J. Cl. Procédures collectives, Fasc. n°2387, juillet 2019.
« La suspension du contrat de travail » pour le répertoire Droit du travail, Dalloz.
2016 Fascicule « Le représentant des salariés », J. Cl. Procédures collectives, Fasc. n° 2440.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Responsabilités au sein de l'établissement Université de Caen

2020/... Membre du conseil d'administration UFR
2022 Membre élu du CNU
2016/2022 Coordinatrice de l'ACS
2016/2020 Membre du conseil d'administration ; Membre de la Commission des ressources humaines ; Présidente de la Commission des statuts